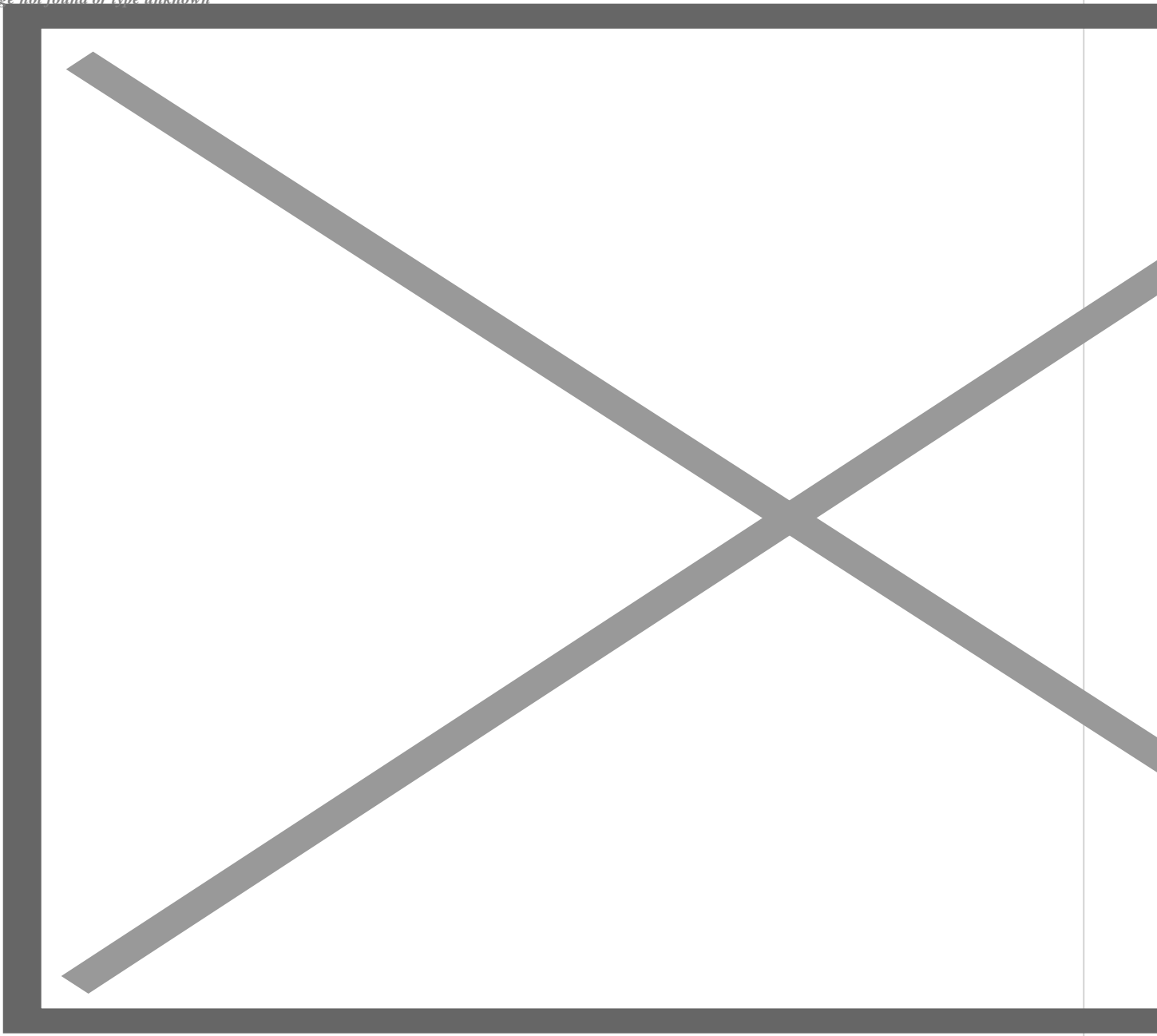


Colombie : garantir les droits des paysans

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Un gouvernement de la vie, fondé sur la paix et la justice sociale et environnementale, tel est l'engagement du président colombien, Gustavo Petro, qui a accordé une attention particulière à la paysannerie, l'un des secteurs les plus durement touchés par la négligence des gouvernements précédents et le conflit armé.

Depuis des décennies, les habitants des zones rurales sont victimes de déplacements forcés, de pauvreté, d'injustice, de violence et de dépossession de leurs terres.

L'une des actions de l'exécutif est de garantir la reconnaissance de la paysannerie comme sujet spécial de protection constitutionnelle, ainsi que son droit à une vie digne, car, comme beaucoup le pensent, il est temps de s'acquitter de la dette historique contractée envers ce secteur de population.

C'est pourquoi une initiative constitutionnelle, présentée par le gouvernement, visant à garantir que les travailleurs agricoles et leurs familles aient accès à la terre, à la santé, au logement et à la protection sociale est actuellement débattue au Congrès. Ce projet de loi a pour l'instant été approuvé lors d'une première analyse, mais il reste quatre autres débats à entamer en mars.

Le Haut-Commissariat pour la Paix a affirmé que la protection et le respect des droits des paysans est l'une des bases du développement durable et de la démocratisation du territoire.

Le gouvernement de Petro a également encouragé la création de zones de réserve paysanne, une demande de longue date du secteur pour éviter la concentration des terres et développer des actions qui, en plus de protéger l'environnement, permettent le bien-être des habitants de la zone.

Il y a quelques jours seulement, le gouvernement a remis aux habitants de Sumapaz, à proximité de Bogota, l'acte de constitution de la première zone de réserve paysanne, qui comprend plus de 23 000 hectares de terres.

Sumapaz est l'une des quatre zones de ce type approuvées en décembre dernier par l'Agence foncière nationale. Les autres sont situées dans les départements de Cauca et de Meta, et sont destinés à créer des conditions de justice sociale, comme l'un des axes de la paix totale promue par le président.

Les autorités ont également remis des terres aux paysans, aux autochtones et aux afro-descendants, dans le cadre de leur engagement en faveur de la réforme agraire, stipulée dans l'accord de paix, signé en 2016 entre le gouvernement du président de l'époque, Juan Manuel Santos, et l'ex-guérilla Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple, et dont la mise en œuvre n'a jamais été une priorité de l'exécutif dirigé par Ivan Duque.

La Colombie est l'un des pays les plus inégaux d'Amérique latine en termes de répartition des terres. Un pour cent de la population possède 81 % du territoire.

Gustavo Petro préside un gouvernement de changement qui, en six mois, a articulé des politiques publiques pour faire de la justice sociale une réalité et il a maintenu un dialogue constant avec les différents secteurs de la société, afin de travailler à la paix nécessaire.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/313201-colombie-garantir-les-droits-des-paysans>



Radio Habana Cuba